

outremer-Mayotte-éducation-collectivités-police-sécurité

Mayotte: l'objectif de 600 classes construites sera honoré (préfet)

Dzaoudzi (France), 4 sept 2015 (AFP) - L'objectif de construire 600 classes d'ici la fin du quinquennat à Mayotte pour pallier le déficit criant d'établissements scolaires sera honoré, a assuré vendredi le préfet de Mayotte, Seymour Morsy.

Cette promesse du chef de l'Etat, pour le 101^e département à la démographie exponentielle, "je m'y engage", a déclaré M. Morsy lors d'une conférence de presse après une année en poste.

"200 salles de classe ont été construites l'année dernière, plus de 100 cette année avec 14 millions d'euros", a précisé le préfet, qui disposera de la même enveloppe pour poursuivre cet effort. Avec 89.500 élèves, près de 40% de la population de "l'île aux parfums" est scolarisée.

"Plus de 10 millions d'euros par an vont venir réduire, jour après jour, tous les problèmes, notamment les rotations des classes et les problèmes des cantines scolaires", a-t-il assuré.

"L'argent est là mais nous sommes confrontés au problème de foncier hybride, c'est-à-dire nous ne savons pas à qui appartiennent certains terrains sur lesquels les écoles ont été construites et ça pose problème", a-t-il relevé. A Mayotte, le cadastre n'est pas complété et jusqu'à l'accession au statut de département en 2011, les actes de propriété étaient tenus par des juges traditionnels, les cadis.

Sur l'insécurité, fléau de Mayotte qui a cru de 7% en 2014, le préfet a reconnu un bilan mitigé. "Cela ne peut plus durer", a-t-il dit, citant "les violences intra familiales, la délinquance routière, les problèmes de circulation, la violence à la personne".

Des contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance ont été signés dans chacune des 17 communes du département, selon le préfet.

Par ailleurs, les renforts promis par le Premier ministre Manuel Valls en juin sont arrivés sur l'île : un peloton de 16 gendarmes mobiles dès le 1^{er} août, et le 1^{er} septembre les 58 nouveaux fonctionnaires affectés à la police aux frontières. En 2014, Mayotte a expulsé 20.000 migrants en situation irrégulière.

Le préfet s'est refusé à établir un lien entre immigration, délinquance et insécurité.